

## Première visite du Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies à la Maison de la presse et des journalistes

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République Centrafricaine, Parfait Onanga Anyanga a effectué, jeudi 13 janvier en fin de journée, sa première visite à la Maison de la Presse et des journalistes (MPJ) pour encourager les professionnels des médias travaillant en synergie pour la couverture du processus électoral actuellement en cours. A son arrivée à 16h 30, il a été accueilli par Célestin David Gamou et Simon-Pierre Ndouba, respectivement Coordonnateur et Rédacteur en Chef de la synergie.

Dans leurs mots de bienvenue, ces deux responsables de la synergie des médias ont vivement remercié le chef de la MINUSCA pour le crédit qu'il accorde à cette activité ayant pour objectif d'accompagner le processus électoral pour des élections apaisées en Centrafrique. Ils ont également exprimé leur reconnaissance à la MINUSCA pour les équipements mis à disposition et plaidé pour la mise en place d'un "programme de résilience pour la presse centrafricaine" grâce à un appui accru de la



Chaleureuse poignée de main entre le directeur de la MPJ, David Célestin Gamou et le Chef de la MINUSCA Parfait Onanga-Anyanga (ph. Rodrigue Molenguela/MPJ)

MINUSCA.

En prenant la parole, le Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, a exhorté les journalistes à garder le cap tout en restant unis sous la bannière de la paix, afin d'apporter une contribution de taille dans l'accompagnement du processus électoral, à travers les messages de paix, d'éducation civique et

toutes les informations publiées sur le déroulement des scrutins. Parfait Onanga Anyanga a également indiqué prendre en compte les principaux soucis et préoccupations des médias signalés par le Coordonnateur et le Rédacteur en chef de la synergie des médias dans leurs allocutions. Il s'est engagé à soutenir le secteur médiatique centrafricain au-delà de la période électorale afin de "rendre à la profession toutes ses lettres de noblesse et répondre aux aspirations à la paix, à la solidarité et à la cohésion sociale".

Après ce bref échange avec les responsables de la Synergie des médias, le Chef de la MINUSCA a visité les locaux et les équipements de la MPJ, avant d'achever sa visite par une photo de famille. Il a quitté l'équipe de la synergie en promettant de la retrouver pour une grande fête à organiser au terme du processus électoral.

**Guy Vincent Masseroang**

## Découverte Dans les couloirs de la Cour Constitutionnelle de Transition

**Depuis le 8 janvier dernier, la paisible cité des 14 Villas, dans le premier arrondissement de Bangui, qui abrite les services de la Cour Constitutionnelle de transition, connaît une fréquentation inhabituelle. Pour cause, la publication des résultats du premier tour des élections présidentielle et législatives du 30 décembre 2015 a donné lieu à beaucoup de recours déposés devant ladite Cour Constitutionnelle censée dire le droit.**

Le sourire n'est pas au rendez-vous quand l'on entre dans les deux bâtiments affectés à la Cour Constitutionnelle. La plupart des candidats croisés dans les couloirs s'estiment victimes de fraude. Et quand ils se présentent au secrétariat, il veulent qu'une décision soit prise ici et maintenant par rapport à leur requête.

Surpris en pleine discussion avec le greffier dans le bureau de ce dernier, un candidat venu déposer une requête en annulation d'une législative manque d'en venir aux mains avec celui-ci. Motif : son interlocuteur l'a invité à reprendre sa requête qui ne comporte pas la mention de l'objet. Il s'avère, en fin de compte, que le ce candidat était un illettré et avait de la peine à comprendre le fonctionnement d'une administration. Assisté par un tiers, le candidat finit par revoir sa copie pour la rendre conforme aux exigences de la Cour Constitutionnelle.

Cet exemple ne pouvait mieux tomber pour

permettre à Florentin Daré d'expliquer comment procéder pour les recours au niveau de la Cour Constitutionnelle.

Selon lui, il y a deux manières de saisir la Cour Constitutionnelle. Le candidat peut déposer sa requête directement auprès du greffé ou il peut la déposer auprès de l'Autorité Nationale des Elections qui l'achemine à ladite Cour. Une fois arrivés au secrétariat, les dossiers sont enregistrés par le Greffier qui les communique au Président de la Cour pour annotation. Ensuite, ce dernier désigne un juge rapporteur chargé d'instruire les dossiers, c'est-à-dire de mener les investigations par rapport aux griefs formulés par les requérants. Et s'il le juge utile, le juge rapporteur peut convoquer et auditionner des gens afin d'obtenir la manifestation de la vérité sur lesdites requêtes.

Après cette étape, il produit un rapport qu'il soumet à la plénière pour discussion et c'est à l'issue de cette plénière qu'une décision est enfin arrêtée, soit pour une annulation, un

redressement des voix ou une reprise des élections.

S'agissant du retard constaté dans la proclamation des résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle, Florentin Daré indique cela est dû aux recours introduits par quatre candidats qui ont respectivement demandé le redressement des voix, l'annulation et la reprise des élections dans certaines régions. Donc, c'est quand la Cour aura vidé tous ces contentieux qu'elle pourra publier les résultats définitifs.

Par ailleurs, il faut rappeler que plus d'une cinquantaine de magistrats ont été affectés en complément aux juges de la Cour Constitutionnelle. A ce sujet, le Greffier a souligné que la Cour Constitutionnelle, ne pouvant couvrir tout le pays, a choisi et formé ces magistrats pour qu'ils servent de relais et d'observateurs pendant la période des élections. C'est la preuve, selon lui, que tout se passe dans la transparence au niveau de la Cour Constitutionnelle et c'est pourquoi les décisions qu'elle rendra sur les résultats de ces élections ne souffriront d'aucun recours, a-t-il conclu. Il reste quelques jours pour être fixé.

**Marcellin Zoumadou**

## La voix de la CCT est la voix du Peuple

Les candidats aux élections présidentielle et législatives et les électeurs centrafricains attendent impatiemment le verdict de la Cour constitutionnelle de Transition sur les résultats des scrutins du 30 décembre 2015. D'après la loi, « les décisions de la Cour Constitutionnelle de Transition ne sont susceptibles d'aucun recours », et s'imposent aux pouvoirs publics, à toutes les autorités administratives et juridictionnelles ainsi qu'à toute personne physique ou morale. C'est dire qu'après la décision de la CCT, aucune autre revendication, quelle que soit son importance n'est possible. Car les décisions de la Cour sont rendus au nom du peuple centrafricain.

## Editorial

En République centrafricaine, les élections ont souvent engendré des incompréhensions et des blocages politiques, pour déboucher sur des bains de sang.

Les premières élections législatives et présidentielle véritablement multipartites se sont déroulées en octobre 1992 sous le règne du président André Kolingba. Mais elles seront rapidement annulées par la Cour suprême pour cause de mauvaise organisation et seront reprises dix mois après, en août 1993. Depuis lors, la Cour Constitutionnelle de Transition qui l'a remplacée a été régulièrement saisie de plusieurs affaires liées aux élections allant des conditions d'organisation aux proclamations (des invalidations des candidatures au recours en annulation). Malheureusement, les décisions rendues par la Cour constitutionnelle n'ont pas toujours été acceptées par les plaignants qui, sous Patassé et François Bozize, l'ont taxée, à tort ou à raison, d'être le troisième pied du régime.

Mais en 2015, le régime de la transition n'est pas candidat aux élections. La CCT travaille en toute indépendance et ne va donc dire que le droit au nom du Peuple centrafricain. Cette voix du peuple est la voix de Dieu.

Les tristes épisodes du Frud (1999) et du Fare (2011) ont laissé un goût amer aux Centrafricains, qui ne souhaiteraient plus revivre des contestations violentes sans issues et non profitables pour le peuple et la nation.

La loi est dure, mais c'est la loi. Supportons seulement.

**Prosper Yaka Maïde**

## Elections apaisées

## Les médias exhortés à bien accompagner le processus

**La présidente de l'Autorité nationale des élections (ANE), Marie-Madeleine N'Kouet Hoornaert, a animé, le 14 janvier dernier à Bangui, une conférence de presse en vue d'éclairer le public sur les manquements notés dans le déroulement du scrutin du 30 décembre dernier. Elle a saisi l'occasion pour inviter les médias à un bon accompagnement du processus électoral.**



Mise à l'index après la publication des résultats provisoires du premier tour des élections couplées (présidentielle et législatives) du 30 décembre dernier, l'ANE appelle la presse à la rescousse. "Je vous exhorte à bien accompagner le processus électoral dans cette phase délicate où nous sommes", a déclaré sa Présidente, invitant les professionnels des médias à ne "jamais perdre de vue que notre pays a consenti d'énormes sacrifices pour que nous en arrivions là".

Cette mise en garde à l'endroit de la presse n'a pas empêché Mme Nkouet Hoornaert de faire un bilan provisoire passant en revue les principaux manquements enregistrés lors des deux derniers scrutins.

Se défendant de vouloir "justifier tous les manquements", Mme Nkouet Hoornaert, a néanmoins relevé que "les opérations préélectorales ont commencé dans un climat délétère d'insécurité" et que "le calendrier électoral mis en œuvre était contraignant". Ajouté à cela, "Le nombre élevé des candidatures à la députation, soit 1970 candidats, tout comme celui des candidats dans certaines circonscriptions ont rendu très

complexe le traitement des différents dossiers".

La présidente de l'ANE a également fourni quelques chiffres laissant apparaître que 18% des procès-verbaux relatifs à l'élection présidentielle n'ont pu être traités "notamment en raison de la non ouverture de certains bureaux". En outre, 184 procès-verbaux, soit 3,24%, n'ont pas pu être traités pour des raisons allant de l'absence des fiches de résultats au bureau de vote invalide, en passant par les "fiches de résultats ne comportant aucun renseignement concernant les scores obtenus par les candidats".

Elle a enfin indiqué que 16 circonscriptions électorales situées dans 9 préfectures vont devoir organiser des législatives partielles, à l'instar de la Sous-préfecture de Djéma, dans le Haut-Mbomou, "où les bulletins pour les législatives ne sont pas parvenus à temps", lors du 1er tour.

Toutes ces informations livrées par la présidente de l'ANE coupent court aux rumeurs et soupçons relayés depuis une semaine par certains médias.

**Fridolin Mamoko et G. Vincent Masseroang**



## Connaissance avec la Cour Constitutionnelle de Transition

Après la publication par l'ANE des résultats provisoires des élections présidentielle et législatives du 30 décembre 2015, tous les regards sont maintenant tournés vers la Cour Constitutionnelle de Transition, la juridiction habilitée à proclamer les résultats définitifs.

### Qu'est ce que la CCT ?

La Cour Constitutionnelle de Transition est la juridiction chargée de veiller sur la Charte Constitutionnelle de Transition. Elle est composée de neuf membres, dont quatre femmes qui portent le titre de Juges constitutionnels. La CCT est également sollicitée pour 1) interpréter la Charte Constitutionnelle ; 2) veiller à la régularité des consultations électorales et opérations référendaires ; 3) examiner et en proclamer les résultats, entre autres. La mission de la CCT prendra fin après la prestation de serment du nouveau président élu et laissera la place à une nouvelle juridiction : la Cour Constitutionnelle.

### Qui peut saisir la Cour Constitutionnelle?...

En règle générale, toute personne qui s'estime lésée peut saisir cette juridiction par une re-

quête comportant ses noms, prénoms, adresse précise et signature.

### ... dans le cas des élections présidentielle et législatives

Les partis politiques et candidats participants aux élections et l'électeur (en ce qui concerne son bureau de vote) peuvent saisir la CCT pour contester une élection. Dans le cas des élections présidentielle et législatives, tout contestataire a cinq jours après la publication des résultats provisoires par l'Autorité nationale des élections pour introduire sa requête. Les réclamations se font avant la proclamation des résultats pour tout candidat contestataire et/ou le parti politique se sentant lésé. Pour que toute requête introduite par un requérant soit recevable, ce dernier doit impérativement avoir qualité et remplir toutes les



Une vue partielle des juges de la CCT

conditions de forme.

### Dans quel délai la CCT rend-elle ses décisions en matière électorale?

Elle a quinze jours pour rendre sa décision, ceci à compter de la date de l'enregistrement de ladite requête. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours, elle s'impose à tous (pouvoirs, autorités administratives et juridictionnelles). Car les décisions et avis de cette Cour sont rendus au nom du Peuple centrafricain.

*Gilbert Mbakop*

résultats sont alors dressées pour clore ce travail.

### Et vous proclamez les résultats?

Vous faites bien de dire «proclamer» au lieu de «publier». Non! L'ANE n'est pas habilitée à proclamer les résultats. Elle les publie seulement. Seule la Cour constitutionnelle est habilitée à proclamer les résultats en dernier ressort. Il y a une différence entre ces deux verbes que bien des gens ne perçoivent pas souvent.

*Propos recueillis par Marcel Mboula*

## Elections siriri

Bulletin d'information sur le processus électoral

**Tél: 72 70 09 04/ 75 32 4078**

Courriel: [spndouba@yahoo.fr](mailto:spndouba@yahoo.fr)

*Un projet de la MPJ, réalisé avec l'appui technique de : OMCA, ARC, RJDH et financier de la MINUSCA et du PNUD*

**Rédacteur en chef:**  
Simon Pierre Ndouba

**Red. adjoint :** Simplicie Doayouane

**Relecture :**  
Marcel Mboula et M.D Gazikolguet

**Secrétaire de rédaction :**  
Armel Paul Ouakola (MPJ)

**Ont collaboré à ce numéro :**  
Sébastien Lamba (ACAP), Gilbert Mbakop (Sango Ti Afrika), Marcel Mboula (Janus), Fridolin Mamoko (Le Démocrate), Guy Vincent Masseroang, etc.

**Montage graphique**  
**Consultance particulière**  
Prosper Yaka Maïde

## Interview

**« La Cour Constitutionnelle ne peut pas être influencée par une décision politique ou diplomatique. », dicit DR GUY EUGÈNE DEMBA,**

**Dr Guy Eugène Demba est le chef du département des Sciences juridiques et politiques à l'Université de Bangui, il définit le rôle et le fonctionnement de la CCT et aborde la question des contentieux électoraux.**

### Quel est le rôle de la cour constitutionnelle de transition d'une manière générale?

La Cour Constitutionnelle qui doit veiller au respect de la norme fondamentale qui est la Constitution, a plusieurs fonctions. On peut citer des fonctions qui tiennent par exemple à la conformité ou à la constitutionnalité des lois. C'est-à-dire que lorsqu'une loi ne répond pas au respect des dispositions de la Constitution, la Cour Constitutionnelle est appelée à jouer son rôle de juge de constitutionnalité. Mais à côté de ça, elle joue aussi ce rôle qui est lié aux élections, donc aux opérations électorales, à la proclamation des résultats et au règlement des contentieux électoraux.

### Alors quel est son rôle en matière électorale?

Concernant les élections, vous avez plusieurs étapes d'un processus électoral. Vous avez toutes les modalités qui tiennent à la préparation des élections, cela s'appelle la phase pré-électorale, la question de la confection de la liste électorale, la question des candidatures et, donc, il y a des problèmes qui peuvent surgir. Mais plus exactement à ce niveau, la Cour constitutionnelle est aidée soit par le Tribunal de Grande Instance, soit par le Tribunal Administratif, en ce qui concerne par exemple des erreurs matériels sur une liste, des problèmes purement matériels. Il n'appartient pas à la Cour constitutionnelle d'aller organiser les élections, de descendre sur le terrain. Mais la Cour constitutionnelle est là pour contrôler tout le travail abattu par l'Autorité Nationale des Elections et pour donner des résultats définitifs.

### Qui sont les membres et que font-ils à la Cour Constitutionnelle de transition?

Parmi ces neuf juges constitutionnels, la majorité sont des techniciens du droit. Vous aurez parmi eux des magistrats qui ont été élus par leurs pairs, des avocats élus par leurs pairs et des professeurs de droit élus par leurs collègues. Même si on sait que pour la nomination, une partie revient au Chef de l'Etat, une autre partie au Président du Conseil national de Transition (CNT), il s'agit de juges constitutionnels qui, pour la plupart, sont des techniciens du droit.

### Comment arrivent les dossiers litigieux à la cour Constitutionnelle de transition. Sont-ils déposés par l'ANE ou bien directement par le candidat?

Ce sont les deux. L'ANE a pour compétence de donner des résultats provisoires, ça veut dire que tout le travail qui a été fait doit être

rendu à la Cour Constitutionnelle, les résultats obtenus et tout ce qui va avec (PV, etc.) pour permettre à la Cour Constitutionnelle de juger de la véracité des données. L'ANE, après son travail, va rendre la conclusion à la Cour Constitutionnelle pour lui permettre de travailler au fond sur ces questions, d'une part, d'autre part, les candidats ou bien les représentants des partis politiques ou encore leurs mandataires peuvent par requête saisir la Cour Constitutionnelle sur les résultats pour lui demander de revoir les chiffres, de vérifier les chiffres donnés par l'ANE, et en ce qui concerne les élections législatives, même un électeur, par rapport aux opérations électorales qui se sont déroulées dans son bureau de vote, a la possibilité de saisir la Cour Constitutionnelle à travers une requête pour lui demander de revenir sur telle ou telle question électorale.

*« La Cour Constitutionnelle est là pour contrôler tout le travail abattu par l'Autorité Nationale des Elections et pour donner des résultats définitifs »*

### Comment expliquer que dans la plupart des contentieux électoraux, les requérants soient déboutés par la cour constitutionnelle de transition?

Oui, ça semble paradoxal parce que lorsqu'on va saisir la Cour, on s'attend logiquement à ce que la suite qui sera donnée soit favorable à son sort etc. Mais la Cour Constitutionnelle, pour travailler, ne s'appuie pas sur les sentiments des uns et des autres. Ce n'est pas le cas parce qu'il y a justement tout une procédure à suivre, tout un ensemble de formalités à remplir pour que le dossier soit recevable à ce niveau. Lorsqu'on ne fait pas attention, on veut aller très rapidement, on ne peut pas remplir les conditions de forme et ça fait que pour un rien, la Cour Constitutionnelle peut dire que votre requête n'est pas recevable parce que n'a pas rempli telle ou telle condition. Par exemple, peut-être que vous n'avez pas qualité pour demander ce que vous demandez ou alors les pièces du dossier ne sont pas à leur place, il faut remplir les fiches comme il se doit. Lorsque vous ne faites pas attention à ces détails, la Cour - ce n'est pas par caprice - peut dire que votre requête n'est pas recevable avant même d'aller au fond.



Dr. Guy Eugène Demba (ph. R. M/MPJ)

### Est-ce que la décision politique ou diplomatique peut influencer sur la décision de la Cour Constitutionnelle?

En principe pas du tout parce que le travail qui est fait par la Cour Constitutionnelle est un travail technique. Vous apportez les preuves, les éléments (nombre de PV, nombre de votants), etc. et sur cette base, la Cour Constitutionnelle fait un travail technique et vous rend le résultat de votre demande. Maintenant, si vous voulez prendre les résultats donnés par la Cour Constitutionnelle pour en faire un débat politique, diplomatique, etc., ça ne relève plus de sa compétence. Elle aura fait son travail. La décision qu'elle rend s'impose à tout le monde. La Cour Constitutionnelle ne peut pas être influencée par une décision politique ou diplomatique.

### Pour les élections de 2015-2016, beaucoup de recours ont été déposés par les candidats. Comment faire si la cour n'arrivait pas à tenir les délais impartis par loi?

Lorsqu'on va dans le Code électoral et surtout dans la loi organique de la Cour Constitutionnelle, le délai est de quinze jours après les élections. C'est le principe. Mais si c'est un principe, c'est qu'il peut y avoir des exceptions, ce n'est pas pour dire que les exceptions doivent prendre la place des principes, mais si par cas de force majeure, au regard des difficultés (puisque on sait les conditions dans lesquelles le travail se fait en ce moment, il faut que les Procès verbaux lui parviennent, elle doit aussi entendre les différentes parties), on se retrouvait dans une situation où elle était amenée à prendre un ou deux jours supplémentaires, elle dirait pourquoi. Donc à mon avis, les délais qui ont été signifiés dans les textes sont suffisants, mais si par impossible il devait y avoir un prolongement, les explications seraient données.

*Propos recueillis par Fidèle Ngombou & Sébastien Lamba*